

LE SYSTÈME FERROVIAIRE LRC

Question n° 4916—**M. Mazankowski:**

Combien le gouvernement a-t-il consacré à la mise au point du système ferroviaire LRC?

M. Marcel Roy (secrétaire parlementaire du ministre de l'Industrie et du Commerce): En ce qui concerne le ministère de l'Industrie et du Commerce:—Le gouvernement a dépensé environ 2.75 millions de dollars en vue de la conception, de la construction et des essais du système ferroviaire LRC.

* * *

[Français]

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENT

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, si la question n° 3685 pouvait être transformée en ordre de dépôt de document, ce document serait déposé immédiatement.

[Texte]

ACDI—LES SUBVENTIONS AUX PAYS FRANCOPHONES

Question n° 3685—**M. Jones:**

1. Combien d'argent l'ACDI a-t-elle prêté annuellement a) à des pays francophones, b) à des colonies françaises, de 1971 à 1975, (i) dans quel but (ii) à quel taux d'intérêt (iii) à quels pays?

2. Combien d'argent l'ACDI a-t-elle versé annuellement en subventions a) à des pays francophones, b) à des colonies françaises, de 1971 à 1975, (i) dans quel but (ii) à quels pays?

3. Sur quels critères s'est-on fondé pour consentir les prêts et subventions mentionnés aux parties 1 et 2?

4. Combien d'argent l'ACDI a-t-elle prêté annuellement a) à des pays anglophones, b) à des pays qui ne sont ni francophones ni anglophones, de 1971 à 1975, (i) dans quel but (ii) à quel taux d'intérêt (iii) à quels pays?

5. Combien d'argent l'ACDI a-t-elle versé annuellement en subventions a) à des pays anglophones, b) à des pays qui ne sont ni francophones ni anglophones, de 1971 à 1975, (i) dans quel but (ii) à quels pays?

6. a) Le président de l'ACDI est-il anglophone ou francophone, b) quelles sont (i) ses origines ethniques (ii) sa langue maternelle?

7. Quels sont a) les origines ethniques, b) la langue maternelle, c) le traitement de chacun des cadres de l'ACDI?

(Le document est déposé.)

[Traduction]

M. Blais: Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres questions restent au *Feuilleton*.

DEMANDES DE DOCUMENTS

[Français]

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, l'avis de motion n° 96 portant production de documents est acceptable par le gouvernement.

M. l'Orateur: Plaît-il à la Chambre que l'avis de motion n° 96 soit tenu pour adopté?

Des voix: D'accord.

Politiques économiques

[Texte]

LA LETTRE DE DÉMISSION DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET LA RÉPONSE DU PREMIER MINISTRE

Motion n° 96—**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):**

Qu'un ordre de la Chambre soit donné en vue de la production de copie de la lettre de démission du Cabinet, remise le ou vers le 12 mars 1976, par le ministre des Travaux publics et copie de la réponse du Premier ministre à celle-ci.

(La motion est adoptée.)

[Français]

M. Blais: Monsieur l'Orateur, auriez-vous l'obligeance de faire l'appel de l'avis de motion portant production de documents n° 79?

[Texte]

LA DOCUMENTATION RELATIVE AU PARTAGE PAR LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DES FRAIS DU PROGRAMME DE CENTRES DE SERVICE MARITIME

Motion n° 79—**M. Marshall:**

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Excellence la priant de faire déposer à la Chambre copie de tous les procès-verbaux des réunions entre le gouvernement et la province de Terre-Neuve, ainsi que des lettres et télégrammes échangés entre eux quant au partage par le gouvernement des frais relatifs à l'actuel programme de construction de centres de service maritime.

[Traduction]

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur l'Orateur, presque toute l'activité du ministère de l'Environnement et du ministère de l'Expansion économique régionale comporte des discussions ou entretiens avec une province ou plus en cours de mise au point ou de mise en œuvre des politiques et programmes. La divulgation des documents échangés à ce stade des discussions préliminaires sur les politiques et programmes nuirait fort probablement à la conduite des relations fédérales-provinciales à l'avenir. Je demanderais donc au député de retirer sa motion.

M. Marshall: A reporter à l'ordre du jour.

M. l'Orateur: Reportée à l'ordre du jour.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 58 DU RÈGLEMENT—
LES POLITIQUES ÉCONOMIQUES APPAREMMENT
CONTRADICTOIRES DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe) propose:

Que la Chambre déplore les politiques économiques contradictoires de l'administration actuelle, qui n'a pas su améliorer la croissance et la stabilité de l'emploi et de la production industrielle au Canada, qui n'a pas encouragé l'investissement dans l'industrie et qui a laissé notre position concurrentielle sur les marchés internationaux se détériorer gravement.